

ARRETE N° **006779** MINFOPRA DU **17 JUL 2019**

Portant ouverture d'un concours professionnel pour le recrutement de personnels dans le corps des fonctionnaires du Travail et de la Prévoyance Sociale, session 2019.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 75/772 du 18 décembre 1975 portant Statut Particulier du corps des fonctionnaires du Travail et de la Prévoyance Sociale, modifié et complété par le décret n° 77/243 du 15 juillet 1977 ;

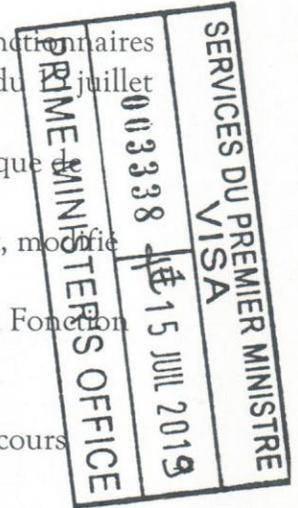
Vu le décret n°94/199 du 07 octobre 1994 portant Statut Général de la Fonction Publique de l'État, modifié et complété par le décret n°2000/287 du 12 octobre 2000 ;

Vu le décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n°2018/190 du 02 mars 2018 ;

Vu le décret n°2012/537 du 19 novembre 2012 portant organisation du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ;

Vu le décret n°2018/191 du 02 mars 2018 portant réaménagement du Gouvernement ;

Vu le décret n°2000/696/PM du 13 septembre 2000 fixant le Régime Général des Concours Administratifs,



**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- a) Le présent arrêté porte ouverture d'un concours professionnel pour le recrutement de personnels dans le corps des fonctionnaires du Travail et de la Prévoyance Sociale, suivant la répartition ci-après :

- Vingt (20) **Administrateurs Principaux du Travail et de la Prévoyance Sociale**, catégorie "A" deuxième grade de la Fonction Publique ;
- Dix (10) **Administrateurs du Travail et de la Prévoyance Sociale**, catégorie "A" premier grade de la Fonction Publique ;
- Dix (10) **Contrôleurs Principaux du Travail et de la Prévoyance Sociale**, catégorie "B" deuxième grade de la Fonction Publique ;
- Vingt (20) **Contrôleurs du Travail et de la Prévoyance Sociale**, catégorie "B" premier grade de la Fonction Publique.

b) Ledit concours se déroulera le 23 novembre 2019 au centre unique de Yaoundé.

**Article 2.- CONDITIONS À REMPLIR POUR FAIRE ACTE DE CANDIDATURE.**

Concours	Cat.	Age exigé	Ancienneté exigée	Observations
Administrateurs Principaux du Travail et de la Prévoyance Sociale	A2	50 ans au plus au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 (être né après le 31/12/1968).	05 années de service effectif dans le grade au 1 <sup>er</sup> janvier 2019.	Réservé aux Administrateurs du Travail et de la Prévoyance Sociale, catégorie "A1".
Administrateurs du Travail et de la Prévoyance Sociale	A1	50 ans au plus au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 (être né après le 31/12/1968).	05 années de service effectif dans le grade au 1 <sup>er</sup> janvier 2019.	Réservé aux Contrôleurs Principaux du Travail et de la Prévoyance Sociale, catégorie "B2".
Contrôleurs Principaux du Travail et de la Prévoyance Sociale	B2	50 ans au plus au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 (être né après le 31/12/1968).	05 années de service effectif dans le grade au 1 <sup>er</sup> janvier 2019.	Réservé aux Contrôleurs du Travail et de la Prévoyance Sociale, catégorie "B1".

Contrôleurs du Travail et de la Prévoyance Sociale	B1	50 ans au plus au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 (être né après le 31/12/1968).	05 années de service effectif dans le grade au 1 <sup>er</sup> janvier 2019.	Réservé aux Contrôleurs-Adjoints du Travail et de la Prévoyance Sociale, catégorie "C".
--	----	---	--	---

### Article 3.- COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE.

Les dossiers de candidature qui seront reçus complets et contre récépissé au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, Direction du Développement des Ressources Humaines de l'Etat, Service des Concours Internes (4<sup>ème</sup> étage, portes 405 et 409) ou dans les Délégations Régionales de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, Service des Recrutements et de la Formation jusqu'au **vendredi 1<sup>er</sup> novembre 2019**, délai de rigueur, devront impérativement comprendre les pièces suivantes :

1. une fiche d'inscription timbrée à mille (1 000) francs CFA, dont l'imprimé est disponible dans les services du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ou dans les Délégations Régionales du même Ministère et téléchargeable sur le site internet : <http://www.minfopra.gov.cm>;
2. une copie certifiée conforme de l'acte de naissance signée par une autorité civile compétente ;
3. une quittance de versement de la somme de vingt mille (20 000) francs CFA délivrée par un responsable du guichet **EXPRESS UNION** du lieu de dépôt du dossier de candidature;
4. une photocopie de l'acte d'intégration ;
5. une photocopie de l'acte de reclassement, d'avancement de grade ou de changement de corps ;
6. une photocopie du dernier acte d'avancement ;
7. une attestation de présence effective ;
8. deux (02) photos 4x4 ;
9. une enveloppe timbrée à cinq cents (500) francs CFA à l'adresse du candidat.



#### N.B:

- Tout dossier incomplet, en retard ou dont les pièces sont signées dans un commissariat de police sera purement et simplement rejeté.
- L'authentification des actes de carrière se fait d'office au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative.

### Article 4.- PROGRAMME, HORAIRES ET MODALITÉS DU DÉROULEMENT DES ÉPREUVES.

1. Le programme est celui annexé au présent arrêté.
2. Les épreuves écrites et orales se dérouleront selon le calendrier ci-après :

#### a. Épreuves écrites.

Date	Nature des épreuves	Horaires	Durées	Coef.	Note éliminatoire
23 novembre 2019	Culture Générale	08h00-12h00	4h	4	05/20
	Épreuve Technique	13h00-17 h00	4h	6	05/20

- L'heure limite d'accès dans les salles est impérativement fixée à 7 heures précises.



b. Épreuves orales.

- Seuls les candidats admissibles seront autorisés à subir lesdites épreuves.

Date	Nature des épreuves	Horaires	Coef.
À déterminer	Entretien avec le jury	Dès 08h00	1
	Épreuve orale de langue		1

- Un communiqué du Ministre du Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative précisera les dates et horaires de passage desdites épreuves.

**Article 5.- PUBLICATION DES RÉSULTATS DU CONCOURS.**

Les résultats du présent concours seront publiés par arrêté du Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative.

**Article 6.-** Le présent arrêté sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Yaoundé, le **17 JUL 2019.**

Le Ministre de la Fonction Publique  
et de la Réforme Administrative



JOSEPH LE

# ANNEXE

## PROGRAMME DU CONCOURS PROFESSIONNEL POUR LE RECRUTEMENT DE PERSONNELS DANS LE CORPS DES FONCTIONNAIRES DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

### A- ADMINISTRATEURS PRINCIPAUX/ADMINISTRATEURS DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

#### I- CULTURE GÉNÉRALE

#### II- DROIT ADMINISTRATIF

- Droit administratif général.
- Droit de la Fonction Publique.
- Contentieux administratif.
- Marchés Publics.
- Organisation administrative.
- Etablissements publics et entreprises du secteur public et parapublic.
- Déontologie Administrative.
- Libertés Publiques.

#### III- DROIT PUBLIC

#### IV- DROIT DU TRAVAIL

- Législation camerounaise du travail.
- Les organisations internationales du travail.
- Les conflits du travail.
- La prévoyance sociale au Cameroun et dans le monde.
- Les accords, conventions et traités internationaux.

#### V- DROIT COMMERCIAL

- La constitution et la dissolution des sociétés
- La protection du consommateur

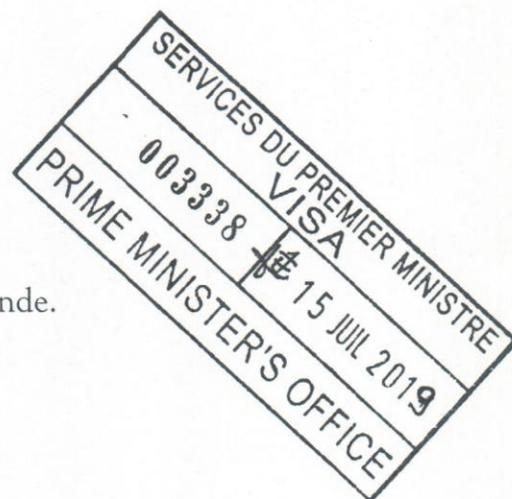
#### VI- ECONOMIE

- la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale.
- La Banque des Etats de l'Afrique Centrale.
- Libéralisation économique au Cameroun.
- L'Economie des pays en voie de Développement.
- L'Economie Internationale.
- La Mondialisation.
- La Politique monétaire (la zone Franc).
- La lutte contre la pauvreté.
- La monnaie.

### B- CONTRÔLEURS PRINCIPAUX DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE/ CONTRÔLEURS DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

#### I- CULTURE GÉNÉRALE

#### II- DROIT ADMINISTRATIF



- Droit administratif général
- Droit Foncier
- Droit de la Fonction Publique
- Contentieux administratif
- Marchés Publics
- L'Organisation administrative
- Les Etablissements publics et les entreprises du secteur public et parapublic
- Déontologie Administrative
- Libertés Publiques.

### III- DROIT PUBLIC

### IV- DROIT DU TRAVAIL

- Législation camerounaise du travail.
- Les organisations internationales du travail.
- Les conflits du travail.
- La prévoyance sociale au Cameroun et dans le monde.
- Les accords, conventions et traités internationaux en matière de travail

### V- ÉCONOMIE

- La Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale.
- La Banque des Etats de l'Afrique Centrale.
- Libéralisation économique au Cameroun.
- L'Economie des pays en voie de Développement.
- L'Economie Internationale.
- La Mondialisation.
- La Politique monétaire (la zone Franc).
- La lutte contre la pauvreté.
- La monnaie.

